

**ARRETE N°2024\_630**  
**REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT**  
**DE LA CIRCULATION**  
**ACCES LONGEANT LE GROUPE SCOLAIRE LIBERATION**  
**Et PARKING DE LA LIBERATION**

Le Maire de la commune de RIVES,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212-1, L 2212-2 relatif aux missions de la police municipale, l'article L 2213-1 à L 2213-6 dotant le Maire du pouvoir de police et l'article L 2213-2 relatif aux arrêtés de police du Maire,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Considérant la demande présentée le 21/10/2024 par l'entreprise SAS CARE TP, 411 Route de la gare, 38470 L'ALBENC, en vue d'effectuer les travaux de renouvellement du réseau EU sur l'accès longeant le Groupe Scolaire Libération.

Considérant la nécessité de prévoir des règles particulières de circulation durant les travaux afin d'assurer la sécurité du chantier, des usagers et des tiers,

**ARRETE**

**Article 1 : Objet**

L'accès véhicule sur la partie longeant le Groupe Scolaire Libération est interdit le temps des travaux.

Le stationnement sera strictement interdit sur 7 places de parking Place de la Libération, coté Mairie ; Les places réservées pour la recharge des véhicules électriques devront restées libres d'accès. Toute infraction entraînera la verbalisation et la mise en fourrière des véhicules.

**Article 2 : Durée**

Les dispositions du présent arrêté sont valables 21/10/2024 au 08/11/2024.

**Article 3 : Prescriptions techniques**

La signalisation sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise SAS CARE TP.

**Article 4 : Publicité**

Le présent arrêté sera publié ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 5 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Grenoble. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit à Monsieur le Maire de Rives. Cette démarche proroge d'autant le délai de recours contentieux.

**Article 6 : Exécution**

L'entreprise SAS CARE TP, le Directeur Général des Services, la brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

RIVES, le 21/10/2024

Le Maire,  
Julien STEVANT



